

ENTRETIEN DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, AVEC DES JOURNALISTES À L'AÉROPORT DE NOUAKCHOTT, MARDI 25 MAI 1982.

25 MAY 1982 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

LE PRESIDENT.- J'ai trouvé tout à fait normal de faire une étape à Nouakchott, qui nous a permis quand même de prendre contact, d'avoir une bonne conversation avec le président Haidallah et surtout de témoigner pour la bonne coopération franco - mauritanienne. C'est cela l'objet essentiel de ma visite.

- QUESTION.- Parmi les sujets politiques que vous avez été amené à examiner, est-ce qu'il y a eu la question du Sahara `Sahara occidental` ? LE PRESIDENT.- Mais, madame, on en parle partout et ici en particulier.

- QUESTION.- Monsieur le Président, depuis l'accession au pouvoir des forces armées, notre pays a entamé une politique visant à consolider son indépendance et sa solidarité nationale. Cette politique indispose certains pays. Quel est le sentiment de la France à cet égard et comment entend-elle contribuer au succès de cette politique indépendantiste de notre pays ?

- LE PRESIDENT.- Mais la position de la France est tout à fait connue. Elle est d'ailleurs tout à fait classique. La France a toujours reconnu, comme elle le souhaitait, le maintien de l'indépendance de la Mauritanie et de son unité. Et c'est une position constante qui est aujourd'hui comme hier la position réelle de la France, officielle, celle de la vie quotidienne, celle que nous avons sur la scène internationale. La Mauritanie existe, elle doit continuer d'exister, d'ailleurs personne, je le suppose, ne met en doute son existence. En tout cas, la France entend bien poursuivre les relations qu'elle entretient déjà avec ce pays indépendant.\

QUESTION.- Monsieur le Président, à quelle date situez-vous votre prochaine visite officielle en Mauritanie ?

- LE PRESIDENT.- Je n'en sais rien. Il y a beaucoup de choses qui sont à l'heure actuelle prévues et d'autre part il faut bien que je fasse ce que j'ai à faire en France. Donc, disons qu'on en parlera l'année prochaine.

- QUESTION.- Monsieur le Président, le conflit du Sahara occidental suscite de plus en plus des inquiétudes dans la solution maghrébine, les risques d'internationalisation s'agrandissent. Dans ce contexte, que compte faire la France pour, d'une part, continuer à trouver une solution pacifique à ce conflit, et, d'autre part, circonscrire le danger de son internationalisation ?

- LE PRESIDENT.- Il est certain que tous les conflits locaux qui se perpétuent sont un encouragement à l'internationalisation. C'est ce qui se produit en Afrique australe, c'est ce qui se produit ou peut se produire au Tchad, c'est ce qui se produit ou peut se produire au Sahara occidental, c'est ce qui commence à se produire en Amérique centrale, etc... au Proche-Orient. Donc vous avez tout à fait raison d'insister sur ce point, c'est un phénomène constant. Là où l'on ne règle pas les problèmes locaux à l'amiable entre voisins, ce sont les autres qui s'en occupent et qui finalement détiennent la clé de la solution. C'est pourquoi il faut rechercher toutes les occasions de négocier et lorsqu'on le peut, par la négociation faire respecter le droit. La France ne se pose pas en médiatrice, nous ne sommes pas une partie prenante dans l'affaire du Sahara occidental. Simplement, il existe des principes de droit international. Et la France défend ces principes de droit international. C'est pourquoi, la France a toujours pris position, en tout cas moi j'ai pris position, et, devenu Président de la République française, cette position est celle du gouvernement de la France qui consiste à rechercher les voies de l'auto-détermination du Sahara occidental, en-particulier par le moyen d'un référendum, auprès des populations elles-mêmes, sous les garanties internationales indispensables.\

QUESTION.- Monsieur le Président, durant la première année de votre mandat, vous avez effectué des visites dans certains pays arabes et africains. L'idée de la concertation arabo - euro - africaine a-t-elle été évoquée au-cours de ces visites et que compte faire votre gouvernement pour donner à ce concept sa véritable signification ?

- LE PRESIDENT.- J'ai rencontré beaucoup de responsables arabes. Je me suis rendu en Arabie saoudite, je me suis rendu en Algérie et j'ai eu à Paris la visite du roi de Jordanie, j'ai eu la visite de

l'actuel président d'Egypte, j'ai eu la visite du Premier ministre tunisien, j'ai eu la visite du roi du Maroc et la liste n'est pas close, j'ai eu la visite du vice-président d'Irak, etc... donc nos relations avec le monde arabe sont multiples. Quant à avoir une conception qui est une conception intéressante des relations comme vous dites "euro - arabe - africaines" ça c'est une grande construction sur laquelle il faut avancer avec prudence en-raison de tous les conflits et des tensions qui existent aujourd'hui. Il faut prendre garde à ne pas vouloir trop de choses pour n'en obtenir aucune.\

QUESTION.- Monsieur le Président, Israël agresse quotidiennement le Liban et de plus en plus se précisent des menaces d'annexion de ce pays. Pouvez-vous nous dire, monsieur le Président, que compte entreprendre votre gouvernement en vue de faire respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de ce pays ?

- LE PRESIDENT.- Ce que je compte faire c'est d'abord d'affirmer hautement que tel est le voeu et le souhait de la France que les Libanais puissent décider eux-mêmes de leur sort qui semble leur échapper de plus en plus et par les faits de plusieurs ambitions adverses ou conjuguées. La France a une ambassade à Beyrouth et un ambassadeur `Paul-Marc Henry` qui y restera et qui viendra témoigner en toutes circonstances pour l'unité et l'indépendance du Liban.\

QUESTION.- Monsieur le Président, après une semaine en Afrique quelle part faites-vous entre l'amitié et la diplomatie ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que l'amitié peut contribuer à ce que la diplomatie s'exerce dans les meilleures conditions. On pourrait inverser exactement cette façon de raisonner et dire que la diplomatie est une très bonne façon de marquer son amitié. Nous avons des relations amicales avec le Niger, avec la Côte d'Ivoire, avec le Sénégal, avec la Mauritanie. Cela tient à une histoire que vous connaissez comme moi. La France a des obligations, elle a souscrit des accords qu'on appelle de coopération. La base de toutes ses relations est celle d'une estime mutuelle, fondée sur une grande expérience de nos intérêts communs, sur une connaissance des hommes. Et l'amitié s'est tout naturellement greffée là-dessus. Nous avons appris à devenir amis, c'est un bien trop précieux pour le dissiper. Je veille à préserver ce capital de confiance qui est celui qui appartient en commun à l'Afrique et à la France.\

QUESTION.- Monsieur le Président, d'aucuns estiment que vous vous êtes rapproché d'Israël au détriment des relations franco - arabes. Qu'en est-il exactement ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, réfléchissez, je suis pour la paix dans le Proche-Orient, dans le droit de chacun, le droit d'exister. La reconnaissance du droit de chacun de ces peuples à disposer d'une patrie, à y bâtir un Etat, eh bien ce droit que je reconnais à Israël, je le reconnais aussi au peuple Palestinien. Cela, ce sera la 125ème réédition d'une affirmation toujours répétée qui, cependant, semble ne pas avoir été comprise. Mais je répète une fois de plus avec beaucoup de plaisir, parce que à force de taper sur ce clou, on finira peut-être par le voir enfoncer.\

QUESTION.- Monsieur le Président, entre les pays ACP et ceux de la CEE au sujet des matières premières, les deux accords sont significatifs d'un profond malaise qui existe entre le Nord et le Sud. Depuis votre accession au pouvoir, la France a eu une politique tiers mondiste constante. Quelles sont les initiatives nouvelles que vous comptez entreprendre pour réduire le fossé et rendre possible un dialogue profitable au tiers monde ?

- LE PRESIDENT.- Nous en prenons tous les jours des initiatives. Nous avons refusé la position prise par la plupart des pays sur les restrictions apportées à l'AID `Association internationale de développement`. Nous avons décidé de maintenir notre contribution intégrale. Tous les jours nous intervenons auprès du Fonds monétaire international `FMI` pour plaider la cause des pays africains. Je suis intervenu à Cancun dans ce sens, je le ferai de nouveau dans quelques jours à Versailles lors du sommet des pays industrialisés. J'ai développé toute une série de thèses sur les négociations globales, sur l'autosuffisance alimentaire, sur la production énergétique, sur les garanties à apporter aux cours des matières premières. C'est sur ces thèmes-là que j'ai engagé mon action et j'ai bien l'intention de persévérer. Maintenant il va falloir que je rentre à Paris.\

QUESTION.- Monsieur le Président, au nom de la presse, nous vous remercions.

- LE PRESIDENT.- Non, c'est moi qui vous remercie. Cela me fait plaisir de vous connaître. Mais le peu qu'on a dit nous permettra déjà d'avancer. Mais je voudrais profiter de l'occasion, messieurs, pour vous

aire que vous me ferez grand plaisir si vous transmettez au peuple mauritanien le salut du Président de la République française, en disant que c'est un peuple que nous estimons, avec lequel nous avons des relations très profondes et que si ma visite ne servait qu'à renforcer ces liens, j'en serais déjà très heureux. Alors, saluez pour moi le peuple mauritanien comme ne manquera pas de le faire le président Haidallah.

- JOURNALISTE.- Le peuple mauritanien vous remercie monsieur le Président.

- LE PRESIDENT.- Merci. La prochaine fois je m'arrangerai pour ne pas arriver à une heure où on ne peut pas le rencontrer.\